



Communication climatique

SAVOIR SANS CROIRE : LES RESSORTS DU DÉNI CLIMATIQUE AU QUÉBEC

Sylvain Bédard

Coordonnateur scientifique
Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation
et de l'extrémisme violents (UNESCO-PREV)

Marie-Eve Carignan

Professeure, Département de communication
Université de Sherbrooke
Cotitulaire, Chaire UNESCO-PREV

Sylvain Delouée

Cotitulaire, Chaire UNESCO-PREV
Maître de conférences
Université Rennes 2

Perrine Hely

Auxiliaire de recherche
Chaire UNESCO PREV

Notre société est exposée à une quantité sans précédent d'informations, dont une part importante est trompeuse ou fausse. Cette désinformation, entre autres amplifiée par les algorithmes des réseaux sociaux et l'émergence de l'intelligence artificielle, s'inscrit dans un contexte de polarisation croissante des débats publics et de méfiance envers les institutions, y compris les institutions scientifiques. Les changements climatiques constituent un terrain particulièrement propice à cette désinformation. En effet, les sciences climatiques étudient un système complexe dont la compréhension repose sur l'analyse de vastes ensembles de données et de tendances à long terme. Si le consensus scientifique établit sans aucun doute que les changements climatiques d'origine anthropique augmentent la fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes, il demeure généralement difficile d'attribuer avec certitude un événement isolé ou une conséquence sociétale précise aux changements climatiques. Cette complexité facilite la diffusion de discours simplistes ou trompeurs, désormais même relayés par des personnalités politiques influentes, qui fragilisent la communication scientifique et alimentent la méfiance de certaines personnes envers les connaissances établies sur les changements climatiques.



Paradoxalement, alors que des discours qui remettent en cause les changements climatiques persistent, la population est aussi de plus en plus exposée à ses manifestations concrètes. Par exemple, 74 % de la population canadienne estime observer une augmentation des incendies de forêt, 66 % une détérioration de la qualité de l'air et 62 % des écarts de température plus marqués (Léger, 2025). De plus, près du quart (23 %) déclare avoir été personnellement touché par un événement météorologique extrême au cours de la dernière année (Léger, 2025). Malgré cela, plus d'un Canadien ou d'une Canadienne sur dix (13 %) affirme ne pas croire aux changements climatiques (Léger, 2025).

La même tendance s'observe au Québec. Selon le Baromètre de l'action climatique (2024), 67 % des Québécois et Québécoises affirment avoir subi des effets négatifs liés à la crise climatique au cours des dernières années. Pourtant, 13 % estiment que les changements climatiques ne sont pas scientifiquement prouvés et 17 % considèrent qu'ils relèvent uniquement de phénomènes naturels. Dès lors, si être témoin et vivre les conséquences des changements climatiques ne suffit pas à convaincre, quels sont les facteurs sociaux, politiques et informationnels pouvant contribuer à expliquer le maintien du déni climatique chez une partie de la population canadienne et québécoise ?

Pour répondre à cette question, cet article propose d'abord un survol des principales formes que peut prendre le déni climatique. Il examine ensuite trois catégories de facteurs susceptibles de l'expliquer en partie : le niveau de connaissances scientifiques, le niveau de confiance envers les institutions et le positionnement politique et idéologique.

Les résultats présentés s'appuient sur un sondage réalisé par la Chaire UNESCO-PREV auprès de 6 850 Canadiens et Canadiennes de 18 ans et plus (dont 2 700 personnes répondantes au Québec) de mars à mai 2025. Les données ont été analysées à l'aide du logiciel *Statistical Package for the Social Sciences* (SPSS).

Le déni climatique : comprendre ses différentes formes au sein de la population canadienne et québécoise

Le déni s'exprime par un refus, plus ou moins conscient, d'adhérer au consensus qui nous est proposé (Cohen, 2001), et s'incarne dans un désaccord envers des affirmations largement reconnues et partagées par la majorité. Sur la question du climat en particulier, le déni peut prendre différentes formes et s'exprimer à des degrés variables.

D'abord, le déni de tendance consiste à remettre en question la réalité même du réchauffement climatique. Selon les résultats de notre sondage, il s'agit de la forme la moins répandue : 19 % des Canadiens et Canadiennes et 15 % des Québécois et Québécoises se disent incertains que le réchauffement climatique se produise réellement.

Ensuite, le déni d'attribution renvoie au refus de reconnaître la contribution des activités humaines aux changements climatiques. Nos données montrent qu'il s'agit de la forme qui recueille le plus d'adhésion : 30 % des

Canadiens et Canadiennes et 26 % des Québécois et Québécoises considèrent que les changements climatiques observés résulteraient uniquement d'un processus naturel.

Puis, le déni d'impact correspond à une minimisation des conséquences des changements climatiques. Les résultats de notre enquête indiquent qu'un peu plus du quart des Canadiens et Canadiennes (26 %) et près d'un Québécois ou d'une Québécoise sur cinq (19 %) jugent que la plupart des préoccupations environnementales seraient exagérées.

Enfin, le déni de réponse est une négation de l'utilité des mesures visant à lutter contre les changements climatiques. D'après notre sondage, 25 % des Canadiens et Canadiennes et 20 % des Québécois et Québécoises estiment qu'il serait inutile d'agir au Canada, car d'autres grands pays émettent davantage de gaz à effet de serre.

Ainsi, le déni climatique peut prendre différentes formes, allant de la négation de l'existence même des changements climatiques (élevé) à la négation de son origine anthropique (modéré) ou encore de la remise en question du degré de leurs conséquences ou de la nécessité d'agir (faible). Cela nous amène à notre premier sous-questionnement : le déni climatique peut-il s'expliquer par un manque de connaissances scientifiques ?

Le déni climatique peut-il s'expliquer par un manque de connaissances scientifiques ?

L'approche la plus ancienne du phénomène du déni, qui perdure encore aujourd'hui, postule que les gens croient à des choses trompeuses ou fausses parce qu'ils n'ont pas accès à la bonne information (Bodmer, 1985). Selon cette

idée, une information de meilleure qualité remplacerait naturellement l'ancienne croyance erronée, son efficacité pour décrire le réel l'emportant spontanément. Pour évaluer cette hypothèse, nous avons mesuré deux dimensions des connaissances scientifiques de nos personnes répondantes : leur littératie scientifique générale et leur littératie scientifique climatique. Nous avons ensuite comparé ces niveaux de connaissances avec les différents degrés de déni climatique¹ (Tableau 1).

Les résultats obtenus nuancent toutefois l'hypothèse du déficit d'information. Les personnes présentant un faible niveau de déni n'obtiennent pas systématiquement de meilleurs résultats aux questions de culture scientifique générale. Ainsi, à la question portant sur la radioactivité, les personnes répondantes présentant un déni élevé obtiennent même un taux de bonnes réponses légèrement supérieur à celui des personnes répondantes présentant un déni faible (57 % contre 52 %). Néanmoins, la proportion de personnes répondantes présentant un déni faible ou absent ayant correctement reconnu que les changements climatiques peuvent causer à la fois des sécheresses et des précipitations plus abondantes est 33 % plus élevée que celle observée chez les personnes répondantes présentant un déni élevé (95 % contre 62 %).

Ces résultats suggèrent que le déni climatique ne peut être expliqué uniquement par un manque de connaissances scientifiques. Une explication avancée par Kahan, Peters et al. (2012) est celle du raisonnement motivé, soit la tendance à interpréter l'information à partir de croyances ou de positions préexistantes plutôt qu'en fonction des seules connaissances objectives. Dans cette perspective, les connaissances scientifiques peuvent être mobilisées non pas pour adhérer au consensus scientifique, mais pour le remettre en question. Le déni climatique ne relèverait donc pas nécessairement d'un déficit d'information ou de compréhension, mais davan-

	Déni faible ou absent	Déni modéré	Déni élevé
Littératie scientifique			
La Terre fait le tour du Soleil en un mois. (Faux)	67 %	48 %	56 %
Toute radioactivité résulte de l'action humaine. (Faux)	52 %	44 %	57 %
Littératie climatique			
Les changements climatiques peuvent causer à la fois des sécheresses et des précipitations plus abondantes. (Vrai)	95 %	79 %	62 %

Tableau 1. Résultat des réponses aux questions de littératie scientifique (sélection). Taux de bonnes réponses aux différentes affirmations.

1. Pour mesurer le niveau de déni climatique, nous avons utilisé un ensemble d'énoncés, dont quelques exemples ont été présentés dans la section précédente portant sur les différentes formes de déni climatique. Les réponses à ces énoncés ont ensuite été combinées afin de construire un score global de déni climatique, que nous avons pu mettre en relation avec différentes variables explicatives.

tage d’une forme de contestation du savoir scientifique. Cette interprétation nous amène à notre deuxième sous-questionnement : le déni peut-il s’expliquer par un manque de confiance envers les institutions ?

Le déni climatique peut-il s’expliquer par un manque de confiance envers les institutions ?

La confiance envers les scientifiques semble s’être érodée au cours des dernières années. Au Canada, elle est passée de 76 % en 2021 à 65 % en 2025, soit la plus forte baisse observée parmi les institutions mesurées par Morin et al., 2026. Les données montrent également que la confiance envers les institutions tend à aller de pair : les personnes qui font confiance aux scientifiques ont généralement aussi davantage confiance envers les gouvernements, les médias, les organisations internationales et le système démocratique — et inversement (Morin et al., 2026).

Cette méfiance peut prendre différentes formes. Elle peut, par exemple, se traduire par une remise en question des scientifiques et des institutions qui produisent les connaissances, des autorités politiques qui s’appuient sur celles-ci ou dans ses formes les plus marquées, par des discours conspirationnistes selon lesquels la crise climatique serait orchestrée ou instrumentalisée au profit d’une élite (Bédard et al., 2025).

Dans cette perspective, le déni climatique pourrait être associé à une perte de confiance envers les institutions qui produisent et diffusent les connaissances scientifiques. Pour vérifier cette hypothèse, nous avons comparé le niveau de méfiance envers différentes institutions avec les différents degrés du déni climatique (Tableau 2).

Les résultats du sondage montrent que la méfiance augmente systématiquement avec le niveau de déni

climatique, quelle que soit l’institution considérée. Toutefois, le niveau de méfiance varie selon les institutions. Il est particulièrement élevé envers les médias traditionnels, puis envers le gouvernement provincial. Finalement, bien que les scientifiques soient l’institution qui suscite le moins de méfiance de manière générale, c’est à leur égard que l’écart entre les personnes répondantes présentant un déni élevé et celles présentant peu ou pas de déni est le plus marqué (ratio de 5,7).

Néanmoins, comme les médias traditionnels représentent l’institution qui suscite le plus de méfiance, nous avons voulu observer si les habitudes informationnelles variaient selon le niveau de déni climatique. Nous avons donc demandé aux personnes répondantes vers quelles sources d’information elles se tournaient et à quelle fréquence elles consultaient les médias traditionnels (télévision, radio, journaux) et numériques (réseaux sociaux et autres sources sur Internet).

La Figure 1 montre que les habitudes informationnelles varient selon le niveau de déni climatique. Deux principaux constats ressortent. D’une part, la consultation des médias numériques augmente à mesure que le niveau de déni climatique s’élève, alors que celle des médias traditionnels suit la tendance inverse (se réduit lorsque le déni climatique s’élève). D’autre part, si les personnes répondantes présentant un déni faible ou modéré consultent un nombre comparable de sources d’information, celles présentant un déni élevé semblent s’informer auprès d’un éventail de sources plus large, mais principalement numériques. Ces résultats suggèrent que le déni climatique est associé à une manière alternative de s’informer, auprès de sources plus informelles – conformément au niveau de méfiance envers les médias traditionnels.

Or, l’association entre méfiance et déni climatique ne se limite pas aux institutions médiatiques ; elle est également fortement présente envers le gouvernement et les institutions démocratiques. Cette observation conduit à une troisième et dernière sous-question : le déni climatique peut-il s’expliquer par le positionnement politique et idéologique ?

Méfiance...	Déni climatique faible ou absent	Déni climatique modéré	Déni climatique élevé	Ratio déni élevé/déni faible ou absent
Aux scientifiques	3 %	7 %	17 %	5,7
Au gouvernement de votre province	20 %	27 %	46 %	2,3
Au système démocratique	8 %	13 %	27 %	3,4
Aux médias traditionnels	15 %	25 %	51 %	3,4

Tableau 2. Résultat des réponses aux questions de méfiance envers les institutions.

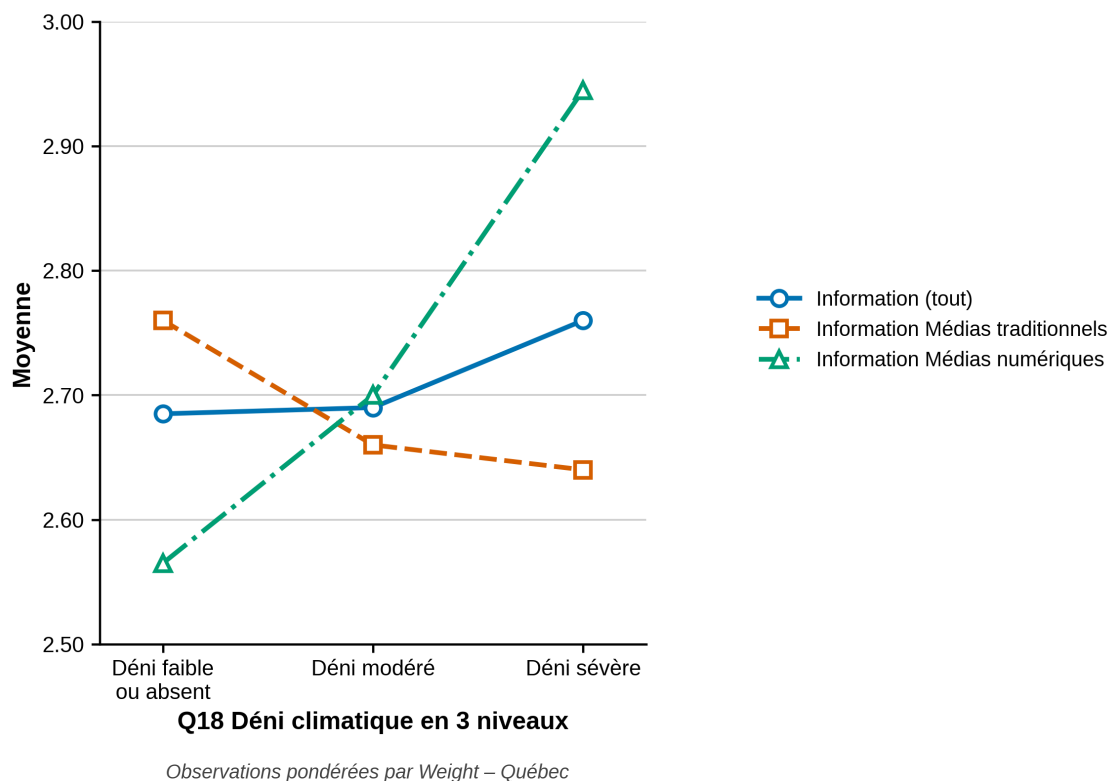


Figure 1. Moyenne de sources d'information consultées en fonction du niveau de déni climatique, par type de source.

Le déni climatique peut-il s'expliquer par le positionnement politique et idéologique ?

Des études montrent que les attitudes à l'égard des changements climatiques sont étroitement liées au positionnement politique. Dans de nombreux pays occidentaux, les personnes s'identifiant à la gauche du spectre politique se montrent généralement plus sensibles et préoccupées par les enjeux climatiques, tandis que l'électorat plus à droite et plus conservateur exprime des préoccupations moins élevées à l'égard des changements climatiques (Fisher et al., 2022).

Nous avons voulu vérifier si cette tendance se retrouvait également au Québec. Les personnes répondantes ont donc été invitées à se situer elles-mêmes sur une échelle politique allant de 0 (gauche) à 10 (droite). Nous avons ensuite croisé cet autositionnement avec leur niveau de déni climatique (ainsi qu'avec l'adhésion à un énoncé qui évoque une théorie du complot climatique : « Le réchauffement climatique n'existe pas, c'est une thèse avant tout défendue par des politiques et des scientifiques pour faire avancer leurs intérêts. ») (Figure 2.)

La Figure 2 montre une relation nette entre le positionnement politique et le niveau de déni climatique. Malgré une légère remontée à l'extrémité gauche du spectre, le déni climatique augmente progressivement à mesure que l'on se déplace vers la droite et qu'on atteint son niveau le plus élevé chez les personnes répondantes se situant à l'extrémité droite. Parmi les facteurs étudiés dans cette étude, le positionnement politique est d'ailleurs celui qui présente l'association la plus forte avec le niveau de déni climatique.

Pour approfondir cette interprétation de l'autositionnement sur l'axe gauche-droite, nous avons sondé les personnes répondantes quant à leurs attitudes associées à certaines orientations idéologiques, notamment l'adhésion à des énoncés liés au conservatisme et à l'autoritarisme (Tableau 3).

Les résultats montrent une tendance plutôt claire entre le niveau de déni climatique et l'adhésion à différents énoncés associés au conservatisme et, dans une plus faible mesure, à l'autoritarisme. Pour chacun des énoncés évalués, le taux d'accord augmente à mesure que le niveau de déni climatique s'élève, bien qu'à des degrés variables. Dans l'ensemble, les résultats montrent qu'un niveau plus élevé de déni climatique est plus fréquemment associé à des positions conservatrices, qu'il s'agisse du soutien à Donald Trump, de positions plus restrictives en matière d'immigration, d'une remise en question du féminisme ou d'une vision plus favorable des gouvernements autoritaires.

Déni et théorie du complot climatique selon l'autopositionnement gauche-droite

Scores Z – Données pondérées – Québec

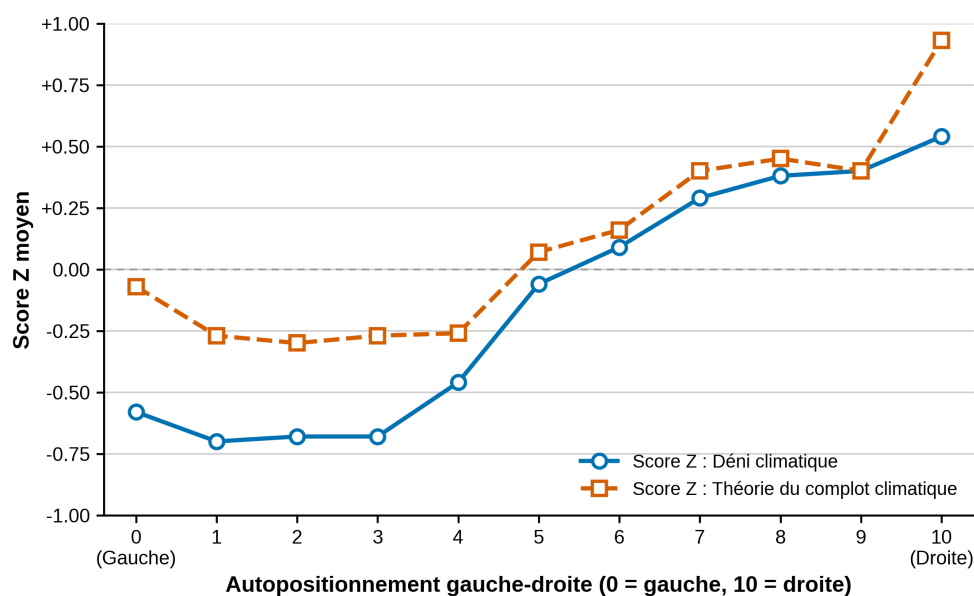


Figure 2. Relation entre le niveau de déni climatique face à l'autopositionnement gauche-droite politique.

Accord avec l'énoncé...	Déni climatique faible ou absent	Déni climatique modéré	Déni climatique élevé	Ratio déni élevé/déni faible ou absent
L'élection de Donald Trump aux États-Unis est une bonne nouvelle pour le Canada.	3 %	14 %	32 %	10,7
Les pays ayant des gouvernements autoritaires sont généralement mieux gouvernés que les pays démocratiques.	5 %	15 %	18 %	3,6
Les personnes issues de l'immigration devraient toutes être renvoyées dans leur pays d'origine.	5 %	17 %	23 %	4,6
L'égalité entre les hommes et les femmes est atteinte, donc le féminisme n'a plus de raison d'être.	11 %	32 %	53 %	4,8

Tableau 3. Résultat des réponses aux questions idéologiques (sélection).

Ces résultats suggèrent que le déni climatique ne s'explique pas uniquement par l'accès aux connaissances scientifiques ou par le niveau de confiance envers les institutions. La mesure du déni semble plutôt s'intégrer à un ensemble plus large d'attitudes et de positionnement politique et idéologique, davantage associé à la droite politique et aux idéologies conservatrices.

Conclusion

Les résultats présentés dans cet article montrent que le déni climatique est un phénomène complexe, qui ne peut se résoudre par la simple diffusion des connaissances scientifiques sur les changements climatiques par

des canaux de communication traditionnels. En effet, ce phénomène est également associé au niveau de confiance envers les institutions, aux habitudes informationnelles et au positionnement politique et idéologique.

Dans ce contexte, le dialogue social apparaît comme un levier important. Les stratégies visant à réduire le déni climatique gagneraient à investir davantage les plateformes numériques, où une part croissante de la population s'informe, afin de rejoindre des publics moins présents dans les médias traditionnels. Plus largement, favoriser le dialogue entre la communauté citoyenne, les scientifiques, les médias et les décideurs publics pourrait contribuer à renforcer la confiance envers les institutions, à réduire la polarisation et à mieux prendre en compte la diversité des perceptions entourant les changements climatiques.

RÉFÉRENCES

Baromètre de l'action climatique. (2024). Baromètre de l'action climatique 2024 : Disposition des Québécoises et des Québécois envers les défis climatiques. Repéré à <https://www.futur-simple.ca/ressources/barometre-de-laction-climatique-2024>

Bédard, S., Carignan, M.-E., Gilson, C., Mangin, C., Ménard, A., Palisser, R., Morin, D., et Colin, M. (2025). Désinformation et déni climatique : Revue de la littérature et portrait de la situation au Québec. Chaire UNESCO-PREV.

Bodmer, W. F. (1985). The public understanding of science. The Royal Society.

Cohen, S. (2001). *States of denial : Knowing about atrocities and suffering*. Polity ; Blackwell Publishers.

Fisher, S. D., Kenny, J., Poortinga, W., Böhm, G., et Steg, L. (2022). The politicisation of climate change attitudes in Europe. *Electoral Studies*, 79, 102499. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2022.102499>

Kahan, D. M., Peters, E., Wittlin, M., Slovic, P., Ouellette, L. L., Braman, D., et Mandel, G. (2012). The polarizing impact of science literacy and numeracy on perceived climate change risks. *Nature Climate Change*, 2(10), Article 10. <https://doi.org/10.1038/nclimate1547>

Léger. (2025). Attitudes à l'égard des phénomènes météorologiques extrêmes. Léger. Repéré à <https://leger360.com/fr/dernieres-nouvelles-attitudes-a-legard-des-phenomenes-meteorologiques-extremes/>

Morin, D., Bédard, S., Carignan, M.-E., Colin, M., et Delouée, S. (2026). *Quand la confiance recule, le doute progresse. Évolution de l'adhésion au conspirationnisme au Canada et au Québec (2021-2025)*, Chaire UNESCO-PREV, Université de Sherbrooke, avril 2026.

Statistique Canada. (2026). Le Quotidien – Étude : Évolution des perceptions relatives à la mésinformation au Canada : tendances en matière d'exposition, de détection et de confiance, 2025. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/260513/dq260513a-fra.htm>



© Auteur(s), 2026. [Le Climatoscope dispose d'une licence non exclusive de publication et de diffusion. Article publié sous licence CC BY 4.0.](#)

